

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 887

[C - 2008/29166]

## 15 FEVRIER 2008. — Décret modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5 de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, remplacé par la loi du 24 mars 1971, modifié par la loi du 28 mai 1971 et par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Les autorités académiques sont dans chacune des universités : le recteur, le conseil académique, le conseil d'administration, le bureau exécutif, si celui-ci est créé, le ou les vice-recteurs, le pro-recteur, les doyens de facultés, si ces facultés existent, et le secrétaire du conseil académique.

Font également partie des autorités académiques, les responsables des organes créés conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, à qui le conseil d'administration déciderait de reconnaître cette qualité. »

**Art. 2.** L'article 7, alinéa 2, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Ce conseil est présidé par le recteur; en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-recteur, visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>; à défaut de ce dernier, par un des vice-recteurs visés à l'article 9, § 2, ou à défaut par un membre désigné par l'assemblée. »

**Art. 3.** A l'article 8 de la même loi, remplacé par la loi du 24 mars 1971, et modifié par la loi du 21 juin 1985 et par les décrets des 8 février 1999, 12 juin 2003, 28 janvier 2004 et 19 mai 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au 2<sup>o</sup>, les mots « visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup> » sont ajoutés entre les mots « vice-recteur » et les mots « , vice-président »;

b) Il est inséré un point 2<sup>o</sup>*bis* rédigé comme suit :

« 2<sup>o</sup>*bis* : du ou des vice-recteurs visés à l'article 9, § 2; »

c) Au 3<sup>o</sup>, le nombre « onze » est supprimé;

d) Entre l'alinéa 1<sup>er</sup> et l'alinéa 2, il est inséré l'alinéa suivant :

« Le nombre des membres du personnel enseignant composant les catégories 2<sup>o</sup>*bis* et 3<sup>o</sup> est égal à onze. »

**Art. 4.** L'article 9 de la même loi, remplacé par la loi du 24 mars 1971 et modifié par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par l'article suivant :

« Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement nomme, en même temps que le recteur, dans les mêmes conditions et pour la même durée de quatre ans, un vice-recteur.

Le conseil d'administration peut arrêter une procédure permettant de se porter candidat à ces deux fonctions.

Le vice-recteur porte le titre de premier vice-recteur si un ou plusieurs vice-recteurs sont désignés conformément au § 2.

§ 2. Le recteur peut proposer la désignation d'un ou de plusieurs vice-recteurs supplémentaires, sans que leur nombre puisse être supérieur à trois.

Les vice-recteurs supplémentaires sont élus par le conseil académique ou par le conseil d'administration selon une procédure arrêtée par le conseil d'administration statuant à la majorité des deux tiers des membres présents. »

**Art. 5.** L'article 11 de la même loi, modifié par le décret du 31 mars 2004, est abrogé.

**Art. 6.** A l'article 12 de la même loi, remplacé par le décret du 31 mars 2004, les mots « deux ans » sont remplacés par les mots « quatre ans ».

**Art. 7.** L'article 14, alinéa 3, de la même loi, remplacé par la loi du 24 mars 1971, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le mandat du recteur, du ou des vice-recteurs n'est renouvelable qu'une fois. »

**Art. 8.** A l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, remplacé par la loi du 24 mars 1971, et modifié par les décrets des 12 juin 2003 et 31 mars 2004, les mots « du vice-recteur, des doyens et secrétaires de faculté, » sont remplacés par les mots « du vice-recteur visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, ».

**Art. 9.** A l'article 16 de la même loi, remplacé par la loi du 24 mars 1971 et modifié par les décrets des 27 décembre 1993 et 31 mars 2004, l'alinéa 4 est remplacé par les trois alinéas suivants :

« Le vice-recteur visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, remplace le recteur en cas d'empêchement de celui-ci.

Les vice-recteurs peuvent se voir déléguer, par le conseil d'administration, sur proposition du recteur, l'exercice de certaines tâches relevant de la compétence de celui-ci.

En cas d'atteinte de la limite d'âge ou d'empêchement définitif du recteur ou du vice-recteur visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, il est procédé à une nouvelle élection conformément à l'article 9, § 1<sup>er</sup>. Le recteur ou le vice-recteur nouvellement nommé achève le mandat de son prédécesseur. Ce mandat n'entre pas en ligne de compte pour l'application de l'article 14, alinéa 3. »

**Art. 10.** L'article 46 de la même loi, remplacé par la loi du 4 janvier 1989, et par les décrets des 27 décembre 1993 et 4 mai 2005, est modifié comme suit :

a) Les mots « au vice-recteur » sont remplacés par les mots « au(x) vice-recteur(s) »;

b) L'alinéa 2 est remplacé par les trois alinéas suivants :

« Le conseil d'administration peut en outre octroyer une allocation pour l'exercice de missions telles que notamment celle de doyen, de conseiller, de responsable d'un organe créé conformément à l'article 4. En aucun cas, le montant de cette allocation ne peut dépasser septante-cinq pour cent du montant de l'allocation allouée au(x) vice-recteur(s).

Le Gouvernement fixe pour chaque institution visée à l'article 1<sup>er</sup> le nombre maximum de bénéficiaires de l'allocation visée à l'alinéa 2.

L'article 44 est applicable aux allocations prévues par le présent article. »

**Art. 11.** L'article 64bis, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, inséré par la loi du 10 avril 1995, modifié par les décrets des 12 juin 2003 et 31 mars 2004, est modifié comme suit :

a) Au 2<sup>o</sup>, les mots « visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup> » sont ajoutés entre « vice-recteur » et « , vice-président »;

b) Il est inséré un point 2<sup>obis</sup> rédigé comme suit :

« 2<sup>obis</sup> : du ou des vice-recteurs visés à l'article 9, § 2; »;

c) Au 3<sup>o</sup>, le nombre « six » est supprimé;

d) Le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le nombre de membres du personnel enseignant composant les catégories 2<sup>obis</sup> et 3<sup>o</sup> est égal à six. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 février 2008.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Enseignement obligatoire,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—————  
Note

(1) *Session 2007-2008* :

*Documents du Conseil*. — Projet de décret, n° 513-1. — Rapport, n° 513-2.

*Compte-rendu intégral*. — Discussion et adoption. Séance du mardi 12 février 2008.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 887

[C - 2008/29166]

**15 FEBRUARI 2008. — Decreet tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 5 van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, vervangen bij de wet van 24 maart 1971, gewijzigd bij de wet van 28 mei 1971 en bij het decreet van 31 maart 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. De academische overheden in iedere universiteit zijn : de rector, de academische raad, de raad van bestuur, het uitvoerend bureau, als dit opgericht wordt, de vice-rector(en), de prorector, de decanen van de faculteiten, als deze faculteiten bestaan, en de secretaris van de academische raad.

Maken ook deel uit van de academische overheden, de verantwoordelijken van de organen opgericht overeenkomstig artikel 4, § 1, voor wie de raad van bestuur de beslissing zou nemen deze hoedanigheid te erkennen. »

**Art. 2.** Artikel 7, tweede lid, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Deze raad wordt voorgezeten door de rector, bij diens afwezigheid of verhindering, door de vice-rector bedoeld in artikel 9, § 1, bij diens ontstentenis, door één van de vice-rectoren bedoeld in artikel 9, § 2, of bij diens ontstentenis door een lid dat de vergadering aanstelt. »

**Art. 3.** In artikel 8 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 maart 1971, en gewijzigd bij de wet van 21 juni 1985 en bij de decreten van 8 februari 1999, 12 juni 2003, 28 januari 2004 en 19 mei 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In 2° worden de woorden « bedoeld in artikel 9, § 1 » toegevoegd tussen de woorden « vice-rector » en de woorden « , ondervoorzitter »;

b) Er wordt een punt 2°*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°*bis* : van de vice-rector(en) bedoeld in artikel 9, § 2; »

c) In 3° wordt het aantal « elf » geschrapt;

d) Tussen het eerste lid en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Het aantal leden van het onderwijzend personeel waaruit de categorieën 2°*bis* en 3° bestaan, is gelijk aan elf. »

**Art. 4.** Artikel 9 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 maart 1971 en gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. § 1. De Regering benoemt tegelijk met de rector onder dezelfde voorwaarden en voor dezelfde duur van vier jaar, de vice-rector.

De raad van bestuur kan een procedure vastleggen waarbij men zich kandidaat kan stellen voor deze beide ambten.

De vice-rector voert de titel van eerste vice-rector indien één of meer vice-rectoren overeenkomstig § 2 aangesteld worden.

§ 2. De rector kan de aanstelling voorstellen van één of meer bijkomende vice-rectoren zonder dat hun aantal hoger dan 3 kan zijn.

De bijkomende vice-rectoren worden gekozen door de academische raad of door de raad van bestuur volgens de procedure bepaald door de raad van bestuur die beslissingen neemt met een meerderheid van tweederde van de aanwezige leden. »

**Art. 5.** Artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt opgeheven.

**Art. 6.** In artikel 12 van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 31 maart 2004, worden de woorden « twee jaar » vervangen door de woorden « vier jaar ».

**Art. 7.** Artikel 14, derde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 maart 1971, wordt vervangen als volgt :

« Het mandaat van de rector, de vice-rector(en), kan slechts één keer hernieuwd worden. »

**Art. 8.** In artikel 15, eerste lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 maart 1971, en gewijzigd bij de decreten van 12 juni 2003 en 31 maart 2004, worden de woorden « van de vice-rector, de decanen en secretarissen van de faculteiten, » vervangen door de woorden « van de vice-rector bedoeld in artikel 9, § 1 ».

**Art. 9.** In artikel 16 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 24 maart 1971 en gewijzigd bij de decreten van 27 december 1993 en 31 maart 2004, wordt het vierde lid vervangen door de drie volgende leden :

« De vice-rector bedoeld in artikel 9, § 1, vervangt de rector bij verhindering van deze.

De vice-rectoren kunnen van de raad van bestuur, op voorstel van de rector, sommige taken toegewezen krijgen die behoren tot de bevoegdheid van de bovenvermelde raad.

Bij het bereiken van de leeftijdsgrens of bij definitieve verhindering van de rector of de vice-rector bedoeld in artikel 9, § 1, wordt een nieuwe verkiezing georganiseerd overeenkomstig artikel 9, § 1. De rector of de vice-rector volindigt het mandaat van zijn voorganger. Dit mandaat komt niet in aanmerking voor de toepassing van artikel 14, derde lid. »

**Art. 10.** Artikel 46 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 4 januari 1989 en bij de decreten van 27 december 1993 en 4 mei 2005, wordt gewijzigd als volgt :

a) De woorden « aan de vice-rector » worden vervangen door de woorden « aan de vice-rector(en) »;

b) Het tweede lid wordt vervangen door de drie volgende leden :

« De raad van bestuur kan bovendien een toelage toekennen voor de uitoefening van de opdrachten zoals deze inzonderheid van de decaan, de adviseur, de verantwoordelijke van een orgaan opgericht overeenkomstig artikel 4. Het bedrag van deze toelage kan in geen enkel geval hoger zijn dan vijftien procent van het bedrag van de toelage toegekend aan de vice-rector(en).

De Regering bepaalt voor elke instelling bedoeld in artikel 1 het maximaal bedrag van de rechthebbenden van de toelage bedoeld in het tweede lid.

Artikel 44 is van toepassing op de toelagen bedoeld in dit artikel. »

**Art. 11.** Artikel 64*bis*, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 1995, gewijzigd bij de decreten van 12 juni 2003 en 31 maart 2004, wordt gewijzigd als volgt :

a) In 2° worden de woorden « bedoeld in artikel 9, § 1 » toegevoegd tussen « vice-rector » en « , ondervoorzitter »;

b) Er wordt een punt 2°bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 2°bis de vice-rector(en) bedoeld in artikel 9, § 2; »

c) In 3° wordt het aantal « zes » geschrapt;

d) De § wordt aangevuld als volgt :

« Het aantal leden van het onderwijzend personeel waaruit de categorieën 2°bis en 3° bestaan, is gelijk aan zes. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 februari 2008.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,

Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,

M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. C. FONCK

Nota

(1) *Zitting 2007-2008* :

*Stukken van de Raad*. — Ontwerp van decreet, nr. 513-1. - Verslag nr. 513-2.

*Integraal verslag*. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 februari 2008.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 888

[C - 2008/29167]

### 15 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant diverses modifications en matière d'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment les articles 1<sup>er</sup>, § 6, 2, tel que modifié par le décret du 27 décembre 1993, et 3, § 2;

Vu le décret du 9 novembre 1990 portant organisation des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et instaurant la participation des membres de la communauté éducative, notamment l'article 8, § 2, 6°;

Vu le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 2, tel que modifié par le décret du 19 juillet 2001;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, notamment l'article 4<sup>quater</sup> tel que remplacé par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 2005;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1993 déterminant les conditions auxquelles l'obligation scolaire peut être remplie dans le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 avril 1994 relatif au contrôle de l'inscription scolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 1995 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission instituée par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 janvier 1998 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission créée par l'article 4<sup>quater</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 juillet 2002 précisant les attributions et définissant les profils de fonction des titulaires d'une fonction de promotion et de sélection en application de l'article 18 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 2002 organisant les formations des diverses sessions relatives aux fonctions de promotion et de sélection visées aux articles 19, 20 et 21, accordant des dispenses et organisant les épreuves sanctionnant les formations en application des articles 23, 24 et 25 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection et constituant les différents jurys chargés de délivrer les brevets y afférents, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 2003;